

Les mesures de restriction de crédits vont dans le même sens : En rendant plus cher le crédit, on freine d'une part la consommation ouvrière, on casse également l'expansion intérieure et, par la même occasion, on se fabrique un nouvel instrument pour éliminer les entreprises marginales qui ne peuvent survivre qu'avec un crédit bon marché.

Naturellement, cette politique est d'abord payée par le prolétariat atteint directement ou indirectement par la réduction de l'activité économique intérieure, mais aussi, par une partie de la bourgeoisie qui travaille essentiellement pour le marché intérieur et qui voit avec la récession se rétrécir ses débouchés. Mais (sur le plan purement économique) ceci importe peu à la grande bourgeoisie des monopoles dont l'Etat gaulliste est le représentant et le support. En effet, contrairement à l'industrie travaillant pour la demande intérieure, les intérêts principaux des monopoles se trouvent dans la demande extérieure et les bas prix... donc les bas salaires... à l'intérieur. Ainsi donc, la « défense de la monnaie » est un instrument de renforcement de la fraction dominante du capitalisme français.

LA DEVALUATION DU FRANC ?

Mais, ces mesures demande un certain temps pour agir et n'empêchent pas dans l'immédiat la spéculation contre le franc. Pour l'empêcher, il faudrait dévaluer. C'est le deuxième instrument possible de « défense de la monnaie ». Cette solution permettrait de donner un coup de fouet aux exportations, de freiner les importations et de faire payer le prix de l'opération à la classe ouvrière. Toutefois, elle présente actuellement de nombreux inconvénients. Tout d'abord, elle casse le prestige politique de la bourgeoisie française : de Gaulle parlait, il y a peu, de la dévaluation du... dollar ! Ensuite, elle n'est politiquement pas opportune sur le plan intérieur : compte tenu du degré de sensibilisation de la classe ouvrière après mai, on peut penser qu'une dévaluation aujourd'hui serait accompagnée de graves « troubles sociaux » ! Enfin, une dévaluation en France entraînerait des dévaluations en chaînes dans le monde notamment dans les pays qui se trouveraient lésés par les mesures françaises et qui, voyant l'équilibre de leur balance de paiement compromis, pourraient prendre des mesures de représailles. C'est tout particulièrement le cas de l'Angleterre, des Etats-Unis et de tous les pays du Marché commun sauf l'Allemagne. La bourgeoisie française sait très bien que si elle met le doigt dans cet engrenage, les risques de contrecoups des désordres monétaires mondiaux risquent de l'affecter dans une mesure impossible à prévoir. C'est pour cela qu'elle refuse de décider seule de la dévaluation de sa monnaie.